

- Appui à des activités sportives et culturelles, y compris au sein des espace jeunes, favorisant le contact interculturel, le développement de compétences sociales et émotionnelles, l'égalité hommes-femmes.

L'action favorisera l'identification locale et participative des problèmes auxquels sont confrontés les jeunes et des solutions appropriées au contexte pouvant être apportées.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Le changement climatique et la protection de l'environnement constituent des aspects importants du projet, notamment en tant que facteurs de risques pour la stabilité du pays. Le projet les abordera donc tant en termes de protection que d'adaptation. Il s'agira d'une part de favoriser les mesures et actions visant un haut degré de protection de l'environnement, dans le cadre des procédures de passation de marché (y compris, lorsque pertinent en privilégiant l'écoconstruction) et du soutien aux activités des OSC de jeunes intégrant les préoccupations relatives à la protection de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique. D'autre part, une attention particulière sera accordée à l'impact du changement climatique et de la dégradation de l'environnement sur les conflits (accès à la terre et aux autres ressources naturelles).

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet).

L'examen préalable de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie B (ne nécessitant pas d'EIE, mais pour laquelle les aspects environnementaux seront pris en considération au cours de la conception).

Résultats de l'examen préalable de l'évaluation des risques climatiques (ERC) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

Il ressort de l'examen préalable de l'ERC que cette action est à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

L'intégration de la dimension égalitaire femmes – hommes (genre) est clé dans les dynamiques de prévention des conflits et de l'extrémisme violent à tous les niveaux, tant en ce qui concerne la contribution des dynamiques de genre au sein des organisations violentes, et notamment l'importance des masculinités dans les narratifs extrémistes, qu'en ce qui concerne l'importance de l'inclusion des femmes dans la prévention et la résolution des conflits. L'action visera donc à ce que la dimension genre soit pleinement prise en compte durant la mise en œuvre.

Une attention particulière sera accordée à la condition et l'implication des filles et des femmes conformément au Country Level Implémentation Plan (CLIP) – Plan d'Action Genre – GAP III de l'UE en Mauritanie. L'action va contribuer aux domaines thématiques du GAP III et spécialement aux domaines d'engagement thématique « promotion de l'égalité en matière de participation et d'exercice de responsabilités » et « intégrer le plan d'action en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité ». Toutes les activités adopteront une approche sensible au genre et les indicateurs seront, si possible, désagregés par sexes. Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes est un objectif significatif de cette Action, comme détaillé ci-dessus.

Droits humains

La question de la promotion des droits humains est consubstantielle à l'action. Beaucoup de griefs des populations marginalisées sont liées à des questions de droits humains, telles que l'accès au foncier, la reconnaissance des minorités, l'esclavage ou l'accès à la justice et à la réparation. Les activités soutenues par le projet, en particulier dans le cadre de l'objectif spécifique 2, qui visent la prévention des conflits, la promotion de la paix, de la stabilité et de la sécurité, s'articuleront en grande partie autour de la promotion et du respect des droits humains.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que ces questions ne sont pas un thème prioritaire de l'action. Néanmoins, la mise en œuvre de l'action se fera de la manière la plus inclusive possible, en portant attention aux mesures